

Cahier de l'animation n° 18

Élections, démocratie,
droite, gauche...



SE SITUER POLITIQUEMENT



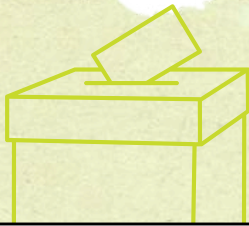
[3 animations]

Édition 2024

Version papier € 15

Téléchargeable gratuitement sur www.equipespopulaires.be





[Animation 1]

Voter, et après ?



Objectifs

- Faire sortir les **émotions** et les **représentations** sur la démocratie en Belgique
- Entendre les **insatisfactions**, les **colères** et les **attentes** parmi les citoyen·ne·s
- **Problématiser et mettre en conflit** : pourquoi la démocratie est par nature génératrice d'insatisfactions

Nombre de participant·e·s

Minimum **5-6**, maximum **20**

Durée

1h30 à 2h





Étape 1 | Les phylactères cris du cœur

30'

- L'animateur étale sur la table des **phylactères** avec des expressions liées au vote et aux élections. Chacun en choisit un qui correspond à ce qu'il pense, celui dont il se sent le plus proche.
- L'animateur, si le groupe est d'accord, peut faire une **photo** du groupe comme s'il s'agissait d'une petite bande dessinée vivante.
- Chacun **explique** s'il est 100% d'accord avec la phrase ou s'il y a nuances, s'il veut un peu relativiser...

VARIANTE : Organiser un **débat mouvant** avec quelques-unes des affirmations (phylactères). Pour chaque phrase, demander aux participants de se situer sur un axe qui traverse le local, de "Pas du tout d'accord" à "Tout à fait d'accord". Échanger, débriefer.

Étape 2 |

a/ 4 (non) décisions, 4 niveaux de pouvoir

40'

- Ce moment a pour objectif de montrer qu'il se passe des choses dans la vie démocratique, et d'approfondir les insatisfactions et/ou satisfactions, en ajoutant du **concret** (des décisions réellement prises, les médias) dans les échanges.
- Faire **lire** les articles en sous-groupes ou par duos.
- Ensuite, on met en commun à l'aide du **tableau** ([Annexe 1C](#)) : **identifier** qui a pris quelle **décision** (ou pas), quels partis sont concernés, à quel niveau de pouvoir, et si c'est positif ou pas.

b/ La boîte à souvenirs

30'

- On prolonge l'exercice précédent en se souvenant ensemble d'un maximum de **décisions politiques**, le plus précisément possible, en faisant appel à la **mémoire collective**.
- L'animateur prend note sur le **tableau** ([Annexe 1C](#)), le groupe essaie d'identifier précisément l'**objet** de la décision, **qui cela concernait**, quel **niveau de pouvoir**, et qui (**quels partis**) ont pris cette décision, chacun pouvant donner une appréciation (bonne ou mauvaise décision) mais **sans faire de débat** entre participants.





- Quelques **questions** pour animer les échanges :
 - Si des décisions bloquent, c'est parce que les partis ne sont pas d'accord. Est-ce que cela n'est pas une preuve de démocratie ?
 - Vous voyez qu'il y a quand même des décisions qui sont prises, non ?

Étape facultative | **Le référendum**

30'

- **Organiser un référendum** bidon sur une question assez peu centrale, puis discuter ensemble des résultats.

OU

- **Présenter les résultats d'un référendum fictif**, et en discuter.

EXEMPLE : Un référendum va prochainement être organisé en Suisse pour décider s'il faut interdire l'importation de foie gras.

<https://www.lesoir.be/557060/article/2023-12-21/suisse-bientot-un-referendum-sur-le-foie-gras>

Proposer un **scénario** avec ce **résultat** : 52% des Suisses se prononcent en faveur de l'interdiction du foie gras.

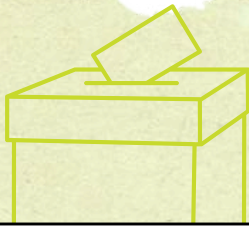
- Comment vont se sentir ceux qui n'ont pas voté « pour » si la loi passe ?
- Et si cinq ans plus tard, la population a changé d'avis ?
- Est-ce que la démocratie, c'est la « loi de la majorité », ou trouver des compromis et des nuances ?
- Voudriez-vous être consultés sur toutes les questions politiques ? Si pas toutes, lesquelles ?

Étape 3 | **Le bilan**

20'

- On reprend la question des élections, mais cette fois avec des **phylactères vierges**, et on demande à chacun de **poursuivre la phrase** : « *Ce qui me donne/donnerait confiance dans les élections, c'est/ce serait que...* »
- On **débriefe** collectivement.
- L'animateur peut de nouveau prendre une **photo** du groupe comme s'il s'agissait d'une mini-BD.





[Animation 1]

Voter, et après ?



Annexes

- [Annexe 1A](#) | **Phylactères** à découper
- [Annexe 1B](#) | **Articles de presse**
- [Annexe 1C](#) | **La boîte à souvenirs**
- [Annexe 1D](#) | **Phylactère de confiance** à découper





Annexe 1A | **Phylactères**

De toute façon,
ce sont toujours
les mêmes
qu'on retrouve
au gouvernement.





Annexe 1A | **Phylactères**

Tous des bouffons,
les politiciens.
C'est un cirque.





Annexe 1A | **Phylactères**

On a de la chance dans
notre pays de pouvoir
voter pour des partis
différents.





Annexe 1A | **Phylactères**

Les élections,
j'y ai cru,
je n'y crois plus !





Annexe 1A | **Phylactères**

J'aime les élections.
C'est un moment
passionnant
de la vie politique.





Annexe 1A | **Phylactères**

Je sais déjà
précisément pour
qui je vais voter.





Annexe 1A | **Phylactères**

Ce sont des beaux
parleurs mais
il n'y a rien qui change
dans nos vies.





Annexe 1A | **Phylactères**

Ils ne respectent jamais
ce qu'ils annoncent
dans leurs programmes.





Annexe 1A | **Phylactères**

Les élections permettent
de donner notre avis
et d'influencer (un peu)
le monde politique.





Annexe 1A | **Phylactères**

Les élections ?
J'irai voter parce que
c'est obligatoire mais
ça ne changera rien
à ma vie...





Annexe 1A | **Phylactères**

*Voter,
c'est important,
c'est un acte citoyen !*





Annexe 1A | **Phylactères**

Les élections,
je n'y comprends rien !
On vote trop de choses
en même temps.





Annexe 1A | **Phylactères**

Je vote par habitude
et parce qu'il faut bien
mais ça ne m'intéresse
pas vraiment.





Annexe 1A | **Phylactères**

Je pense
que mon vote
a de l'importance.





Annexe 1B | **Articles de presse**



[Article 1]

Les eurodéputés soutiennent les principes du Green Deal : -55% de GES d'ici 2030

© ARIS OIKONOMOU - AFP 15 janv. 2020 à 17:32 - mise à jour 15 janv. 2020 - Belga

Le Parlement européen a adopté mercredi une résolution apportant un soutien clair aux ambitions du Pacte vert européen présenté par la Commission le mois dernier, et dont le plan de financement a été dévoilé cette semaine pour les dix prochaines années.

La résolution commune signée par les quatre groupes politiques principaux (PPE, S&D, Renew, Verts/ALE) de l'assemblée incite la Commission à ne pas diluer ses ambitions, notamment en matière de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2030, l'étape intermédiaire avant la "neutralité carbone" (zéro émission nette de gaz à effet de serre) voulue pour 2050.

Le Green Deal tel que présenté le 11 décembre par la présidente de l'exécutif Ursula von der Leyen évoquait un prochain plan pour "augmenter l'objectif UE de réduction des gaz à effet de serre à -50% au moins, tendant vers -55%" par rapport aux niveaux de 1990.

Dans le texte du parlement, le message est plus clair : l'assemblée demande que cet objectif 2030 "soit porté à 55%" et "invite instamment la Commission à présenter une proposition à cette fin dès que possible afin de permettre à l'Union d'adopter cet objectif en tant que contribution déterminée au niveau national (CDN) actualisée bien avant la COP26".

Cette dernière aura lieu en novembre 2020 à Glasgow, et a été fixée comme rendez-vous des parties à l'Accord de Paris pour présenter une mise à jour (à la hausse) de leurs engagements.

Plus ambitieux

Le Parlement "estime qu'à cet effet l'Union devrait, dès les premiers mois de l'année 2020, adopter une CDN plus ambitieuse afin d'encourager les autres pays tiers, en particulier les principaux émetteurs, à faire de même". Pour pouvoir peser et montrer l'exemple, il faudrait idéalement le faire avant les sommets UE-Chine, en septembre, et UE-Afrique.

L'assemblée "réclame" une législation "ambitieuse" sur le climat, avec un objectif 2050 contraignant au niveau national et des objectifs globaux intermédiaires 2030 et 2040. Tendre vers la neutralité carbone devra par ailleurs passer par une révision de la directive sur les sources d'énergie renouvelables et des objectifs nationaux pour chaque État membre dans ce domaine.

Côté belge, la résolution a pu compter sur le soutien des chrétiens-démocrates, sociaux-démocrates, verts et libéraux. Le Vlaams Belang a voté contre, la N-VA et le PTB se sont abstenus.





Annexe 1B | **Articles de presse**



[Article 2]

Hannut gère ses repas, des écoliers aux personnes âgées, du potager à l'assiette des bénéficiaires

Par Cynthia Charot - Publié le 20/01/2019 à 17:49 dans *Le Soir*

Les repas confectionnés en interne nourrissent tant les écoliers que les résidents des maisons de repos. - Michel Tonneau

La commune d'Hannut a mis en place un circuit court interne qui lui permet de gérer de A à Z, la confection des repas des écoles, du CPAS et des maisons de repos.

La Ville de Hannut a développé un projet permettant des synergies en faveur de la santé des enfants, de la promotion du bio et des productions locales. Depuis ce début d'année, les repas dans les écoles communales sont gérés en interne de A à Z, de la production à la livraison. « *Le projet a germé lors de la préparation de la reprise des repas de la crèche DoRéMi par la cuisine de la maison de repos. Dans cette optique, la Ville a décidé de confier au CPAS la préparation des repas pour les 6 implantations des trois écoles communales, ce qui représente en moyenne 200 repas par jour* », explique le bourgmestre, Manu Douette.

Cette crèche de 57 places a vu le jour, l'année dernière, juste à côté de la maison de repos. Un projet de 2 millions d'euros qui a été conçu et réfléchi dans tous ses aspects pratiques. La proximité entre la crèche et la maison de repos a été voulue dans le but de créer des projets intergénérationnels mais aussi pour favoriser les synergies notamment pour les repas. En outre, les légumes utilisés dans la préparation de ces repas proviennent de la culture maraîchère bio du CPAS. Un nouveau projet, mis sur place en parallèle, qui permet la mise à l'emploi de 25 personnes atteintes de handicap. « *L'entreprise de Travail Adapté a commencé son projet de culture maraîchère avec l'objectif de vendre ses produits en priorité à la cuisine de la maison de repos. Nous espérons fournir une partie importante des légumes consommés par nos résidents, les enfants de la crèche et des écoles communales* », souligne le maieur.

Des repas étudiés diététiquement

Si ce projet est important d'un point de vue économique, puisqu'il favorise le circuit court et la mise à l'emploi de locaux, il l'est également du point de vue de la santé en permettant à ces enfants de bénéficier d'une alimentation fraîche, saine et équilibrée chaque jour. Les légumes utilisés sont certifiés sans pesticide et le menu hebdomadaire est élaboré par une diététicienne afin de garantir les apports nécessaires bénéfiques à la croissance des enfants ; des repas équilibrés apportant l'énergie nécessaire et aidant à favoriser la concentration pour le reste de la journée. La mise en place de ce système a demandé à la Ville quelques adaptations en professionnalisant la gestion de la cuisine et en se dotant notamment d'un outil informatique facilitant les commandes, l'élaboration des menus et la gestion des processus de production. Des audits réguliers de la cuisine sont prévus, tant au niveau organisationnel qu'au niveau du bon respect des normes de sécurité sanitaire des denrées alimentaires.





Annexe 1B | **Articles de presse**



[**Article 2**] suite

Hannut gère ses repas, des écoliers aux personnes âgées, du potager à l'assiette des bénéficiaires

Par Cynthia Charot - Publié le 20/01/2019 à 17:49 dans *Le Soir*

Les repas confectionnés en interne nourrissent tant les écoliers que les résidents des maisons de repos. - Michel Tonneau

Dans le même ordre d'idée, une réflexion autour du gaspillage s'est tenue, comme l'explique Pol Oter, Président du CPAS. « Les écoles sont passées à un système de réservation préalable des repas. Celui-ci fonctionne via un site internet, aussi sur smartphone, ce qui permet aux parents de réserver pour une période allant d'une semaine à un mois. Les menus y sont présentés. Les familles qui n'ont pas internet peuvent s'adresser aux directions d'écoles... » Ce système de réservation préalable est indispensable selon Pol Oter. Sans cela, la gestion risquerait de devenir délicate pour les cuisines du CPAS. « Nous ne sommes pas une société privée qui dispose de stocks... réutilisables ailleurs. Hors de question de congeler, aussi. La qualité proposée implique une gestion sur un plus long terme qu'une base quotidienne. »

Quant au prix des repas, comprenant le potage, le plat et le dessert, il reste tout à fait démocratique allant de 3 euros pour les maternelles à 3,5 euros pour les primaires. L'étape suivante ? Proposer la même qualité à la population par la reprise des repas à domicile.

Mais dans un premier temps la priorité restera d'assurer chaque concept, dans chacune de ses composantes, avant de passer au projet suivant.





Annexe 1B | **Articles de presse**



[Article 3]

Le gouvernement échoue à s'accorder sur une réforme fiscale

La Libre - Agence BELGA
Publié le 18-07-2023 à 23h18

Le gouvernement fédéral n'a pu s'accorder mardi soir sur un projet de réforme fiscale. Après de longues discussions, le Premier ministre, Alexander De Croo, "a dû constater que parvenir à un accord n'était pas possible sans impacter significativement la situation budgétaire", a annoncé son cabinet à l'issue d'une réunion en comité ministériel restreint.

La chancellerie du Premier ministre a expliqué dans un communiqué qu'Alexander De Croo a consulté ces dernières cinq semaines, de manière intensive, ses sept partenaires du gouvernement fédéral. Au menu de la discussion, se trouvait la finalisation et la mise en place d'une réforme fiscale. Une réforme fiscale pour laquelle l'accord de gouvernement ne prévoyait qu'une mise en préparation. Aller plus loin que l'accord de gouvernement nécessitait, bien évidemment, l'assentiment des sept partenaires de la coalition. La position de chaque partenaire de la coalition devant ici être respectée.

Après de longues discussions, le Premier ministre a néanmoins dû constater que parvenir à un accord sur ce point n'était pas possible sans impacter significativement la situation budgétaire. Ce constat est tiré à un moment où la mission du gouvernement est justement de réduire le déficit budgétaire et de travailler sur un retour progressif à l'équilibre après trois années de crise. Le gouvernement s'est engagé dans cette voie lors de l'ajustement budgétaire du mois de mars. Les derniers chiffres du Comité de monitoring démontrent aujourd'hui que les objectifs budgétaires 2023 et 2024 sont atteignables. Le Premier ministre a plusieurs fois répété qu'une réforme fiscale ne pouvait pas mettre à mal cet effort.

Le Premier ministre tient à remercier le Ministre des Finances pour le travail intensif réalisé ces dernières semaines en vue de parvenir à un accord. De son côté, le Ministre des Finances Vincent Van Peteghem (CD&V) s'est exprimé sur cet échec : "Tout le monde n'est pas capable de sortir de ses tranchées et de faire preuve de courage pour prendre des décisions dans l'intérêt de tous. C'est ce que nous devons décider aujourd'hui".





Annexe 1B | **Articles de presse**



[Article 4]

Crise énergétique : le gouvernement wallon adopte un premier train de mesures

Le Vif – Agence BELGA Publié le 07-09-2022 à 22h31 © BELGA

Le gouvernement a annoncé ce mercredi soir son plan pour faire face à la crise.

Le gouvernement wallon a adopté un premier train de mesures, principalement pour soutenir les ménages les plus fragiles face à la flambée des prix de l'énergie, a-t-il annoncé mercredi soir, au terme d'un débat mené sur le sujet au parlement régional au cours duquel les parlementaires de la majorité ont indiqué avoir déposé des propositions de décret faisant écho aux décisions de l'exécutif. Certaines mesures prises durant la crise sanitaire seront ainsi reconduites, précise le gouvernement. C'est le cas du statut de client conjoncturel protégé qui sera prolongé jusqu'au 31 août 2023. Un moratoire hivernal sur les expulsions domiciliaires sera également mis en place pour les expulsions de logements privés jusqu'au 15 mars 2023 et les coupures d'énergie seront suspendues pour les ménages durant les mois de novembre et décembre 2022. Ensuite, les dispositions relatives au passage devant le juge de paix avant toute résiliation de contrat et de coupure entreront en vigueur.

D'autres mesures de soutien aux ménages seront par ailleurs prises : facilitation de la négociation des plans de paiement ou encore mobilisation de la ligne téléphonique du 1718 pour toute question relative à la situation énergétique et aux aides apportées par la Région wallonne, détaille l'exécutif.

Ce dernier entend en outre lutter contre les 'surprofits' dans les compétences qui sont les siennes. Dans ce cadre, la CWApE a été chargée d'évaluer, dans les 15 jours, si des "surprofits" exceptionnels sont réalisés par les distributeurs de gaz et d'électricité et par les producteurs d'énergie renouvelable.

Pour les entreprises, divers dispositifs existent déjà : Easygreen à destination des PME et WalEnergie pour les plus grandes entreprises. Toutes les demandes des entreprises liées à la crise sont centralisées via le 1890. Par ailleurs, une task force a été mise en place avec le gouvernement, les outils économiques et l'administration, poursuivent les autorités régionales.

Selon ces dernières, toute demande qui concerne une réduction d'un impact énergétique sera traitée par une procédure accélérée (isolation, photovoltaïque, etc.).

Le dernier volet des mesures concerne les économies d'énergie, avec notamment un renforcement du budget global des prêts à taux zéro pour rénover son habitation ; la diminution de la consommation d'énergie des bâtiments publics - deux circulaires ont été adressées à l'ensemble des administrations wallonnes et aux pouvoirs locaux afin de leur demander de réduire au maximum leur consommation d'énergie - ou encore la réduction de l'éclairage routier sur le réseau régional tout en tenant compte des impératifs de sécurité routière.

Enfin, le gouvernement "continuera à examiner toutes autres pistes possibles pour aider davantage encore les ménages et les entreprises", a-t-il assuré.





Annexe 1C | **La boîte à souvenirs :** de quelles décisions politiques vous rappelez-vous ?

Quelle était la décision ? Décrivez le plus précisément possible : Quand ? Quoi ? Qui ?	À quel niveau de pouvoir ? État fédéral, région, Europe, commune ?	Quel(s) parti(s) a/ont pris cette décision ?	Bonne ou mauvaise décision ? Les avis peuvent diverger mais... pas de débat !

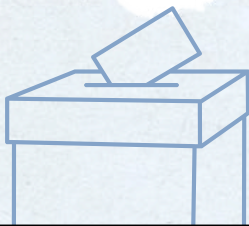




Annexe 1D | **Phylactère de confiance**

Ce qui me donne/donnerait confiance
dans les élections, c'est/ce serait que...





[Animation 2]

Démocratie... ça veut dire quoi ?



Objectifs

- **Prendre du recul** par rapport à la démocratie en Belgique
- Interroger les **représentations** sur ce qu'est la démocratie
- Prendre connaissance des **multiples dimensions** de la démocratie (et pas seulement le fait de participer aux décisions)

Nombre de participant.e.s

Minimum **5-6**, maximum **20**

Durée

2h environ





Étape 1 | + ou - démocratique ?

30'

- On établit 4 sous-groupes ou 4 paires de participant-e-s, à qui l'on distribue des petits cartons sur lesquels sont inscrits des noms de **pays** ([Annexe 2A](#)).
- On demande à chaque sous-groupe de **classer** ces pays du plus démocratique au moins démocratique.
- Une fois que les sous-groupes se sont mis d'accord sur un classement, on procède à une **mise en commun** en expliquant les choix. L'animateur peut relancer avec ces questions :
 - *Quels sont les cartons qui vous ont fait le plus hésiter ?*
 - *Sur quoi n'étiez-vous pas du tout d'accord ? Qu'est-ce qui a fait débat ?*
 - *Quelles questions vous posez-vous après ce petit exercice ?*

Note pour l'animateur : il y a deux sets de cartons différents.

- L'animateur, en se basant sur le classement lié à l'indice de démocratie ([Annexe 2B](#)), donne le **classement correct** pour chaque groupe.
- (**Facultatif** – 15') Après la mise en commun et la « correction » de chacun des classements, on peut amener les sous-groupes à faire un seul grand classement avec tous les pays, autrement dit à **croiser les deux classements différents**.
- L'animateur montre la carte du monde sur laquelle les pays sont classés par codes couleur ([Annexe 2C](#)).

Étape 2 | 14 mises en situation

45'

- L'animateur peut commencer en interrogeant les participant-e-s sur ce que veut dire « **démocratie** », en grec (« Pouvoir du peuple »). L'intérêt est de problématiser : *qu'est-ce que ça veut dire « peuple » ? Qu'est-ce que ça veut dire « pouvoir » ? Juste voter de temps en temps ? Tout décider par référendum (on irait voter 10 fois par jour) ? Est-ce qu'on parle juste des élections ou des décisions ? Et si chaque décision se prend à une majorité de 51%-49% ? Est-ce que tout doit pouvoir être soumis à la décision ?*
- L'animateur présente ensuite **14 situations** (page suivante), que le groupe doit définir comme « plutôt démocratique », « très démocratique », « pas démocratique », « pas du tout démocratique ».





1. Les manifestations sont autorisées uniquement pour les électeurs qui n'ont pas voté pour les partis qui sont au gouvernement.
2. Pour pouvoir voter, il faut habiter dans le pays depuis au moins 10 ans, ou prouver qu'au moins un des deux parents a la nationalité du pays.
3. Un ministre a été condamné par la Justice à deux ans de prison, car il avait détourné des fonds publics.
4. Tous les comptes-rendus des séances du Parlement wallon sont disponibles en ligne.
5. Toutes les semaines, on organise des référendums pour consulter la population. Puisqu'on a demandé l'avis de tout le monde, les manifestations sont interdites.
6. Pour éviter que les gens soient perdus, il y aura maximum 2 partis différents aux élections.
7. Le bourgmestre a de la chance : vu qu'il a accès aux plans d'aménagement du territoire, il a pu acheter un terrain qui allait prendre de la valeur ! Tant mieux pour lui !
8. On manque de main-d'œuvre dans la construction écologique. Les personnes au chômage seront automatiquement mises à l'emploi dans ce secteur, avec un bon salaire. Tout le monde est gagnant, finalement.
9. La Constitution est au-dessus de tout. Même si 80% des gens voulaient interdire le bouddhisme en Belgique, la Constitution l'interdirait.
10. Il faudrait interdire aux climatosceptiques de se présenter aux élections.
11. Vu que le Covid a perturbé l'action du gouvernement, il serait plus raisonnable de reporter les élections de quelques années.
12. À partir de maintenant, les juges et les procureurs seront élus par la population, tous les 5 ans.
13. Le parti principal, qui était dans le précédent gouvernement, refuse de quitter le pouvoir car il a gagné les élections. C'est vrai, il a récolté le plus de voix, mais une coalition s'est mise en place contre lui.
14. Si quelqu'un me vole du bois de chauffage, j'ai le droit d'aller le récupérer ou de prendre à cette personne une somme équivalente.

- **Discussion et échange.**





Étape 3 | 14 critères de démocratie

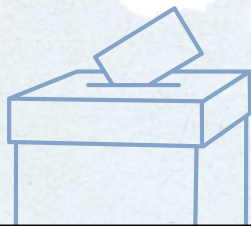
30'

- L'animateur présente les 14 principes fondamentaux de la démocratie selon Liberties.eu ([Annexe 2D](#)).

(Note pour l'animateur : ces 14 principes correspondent aux 14 situations concrètes mises en débat auparavant.)

- On peut **clôturer** l'animation en demandant à chacun :
 - Lesquels de ces 14 principes sont les plus importants pour moi ?
 - Lesquels sont les mieux respectés aujourd'hui en Belgique ?
 - Lesquels sont les moins bien respectés ?





[Animation 2]

**Démocratie...
ça veut dire quoi ?**



Annexes

- [Annexe 2A](#) | **Les pays** (sets 1 et 2)
- [Annexe 2B](#) | **Classement des pays**
- [Annexe 2C](#) | **Carte du monde**
- [Annexe 2D](#) | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

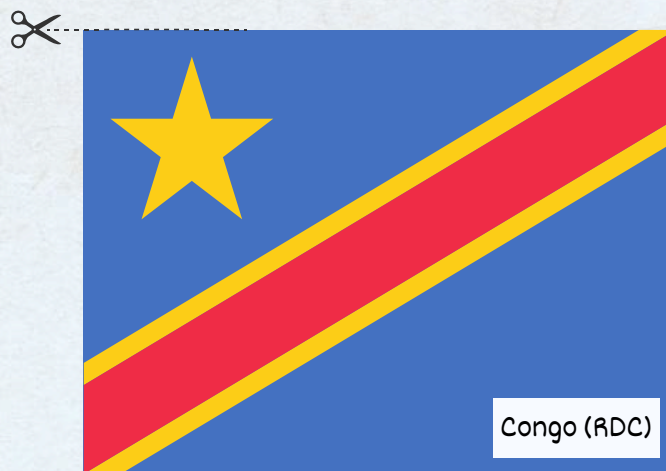


**Démocratie...
ça veut dire quoi ?**



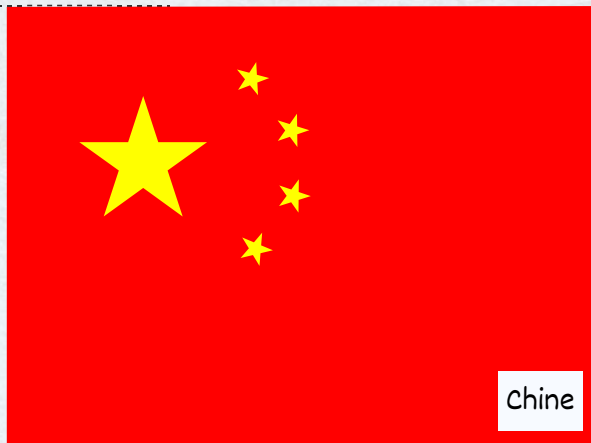


Annexe 2A | **Les pays** (set n°1)





Annexe 2A | **Les pays** (set n°1)



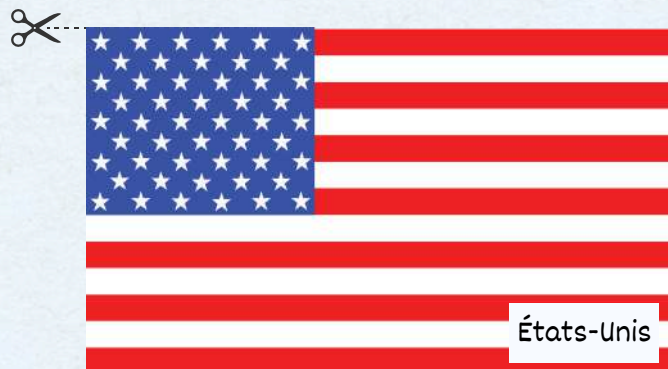


Annexe 2A | **Les pays** (set n°1)



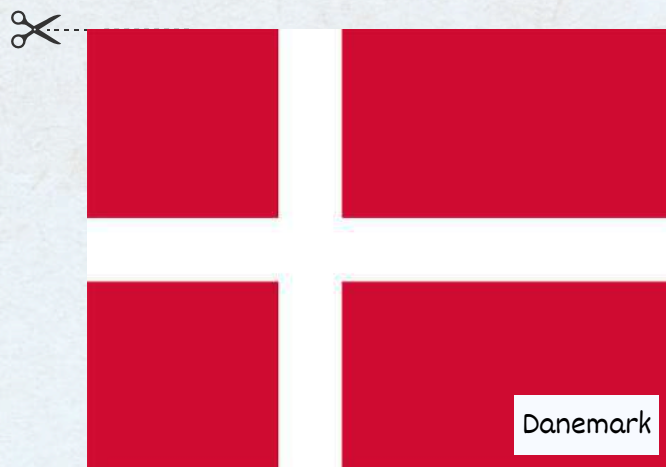
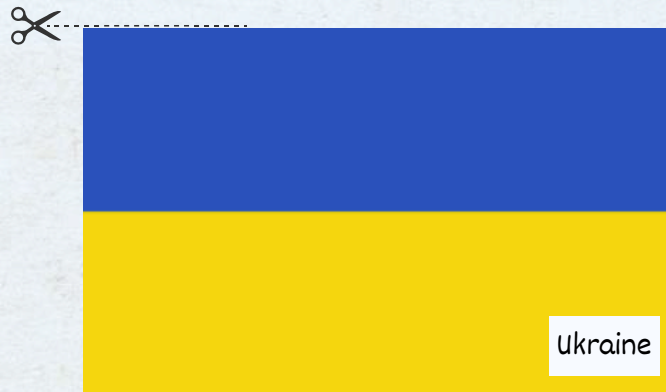


Annexe 2A | **Les pays** (set n°2)



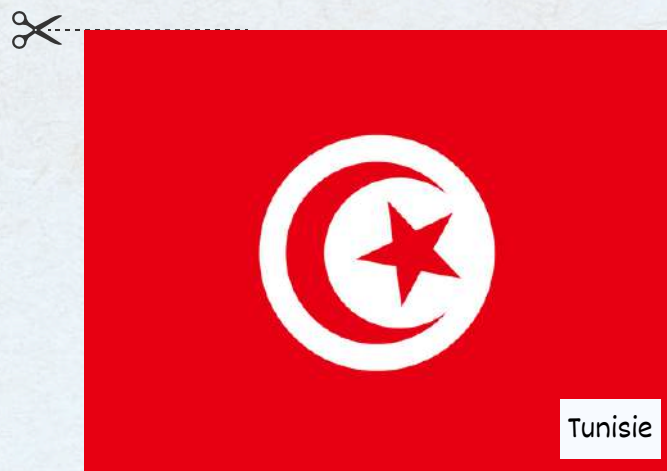
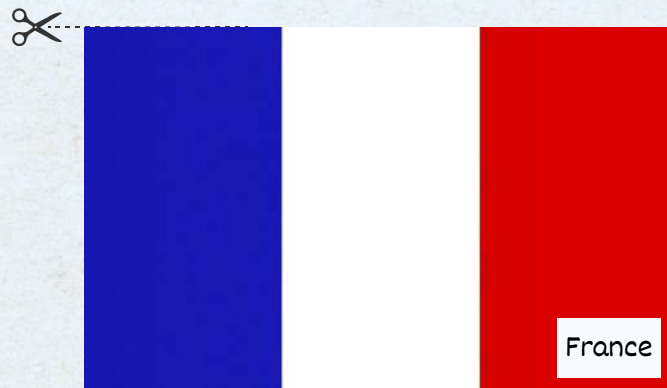


Annexe 2A | Les pays (set n°2)





Annexe 2A | **Les pays** (set n°2)





Annexe 2B | **Indice de démocratie 2023: correctif et explications**

Pour connaître le classement complet de l'indice de démocratie (mis à jour chaque année) et comment il est calculé, voir la [notice Wikipédia «Indice de démocratie»](#)

«Le calcul est fondé sur **60 critères regroupés en cinq catégories**. La notation se fait selon une échelle allant de 0 à 10. À partir de cette note, les pays sont classés selon **quatre types de régime politique** : démocratie à part entière, démocratie imparfaite, régime hybride et régime autoritaire.»

Les cinq catégories de critères pour établir cet indice sont:

- le processus électoral et le pluralisme ;
- les libertés civiles ;
- le fonctionnement du gouvernement ;
- la participation politique ;
- la culture politique.

CORRECTIF (set n°1 en jaune, set n°2 en blanc)

4. Suède	29. États-Unis	91. Ukraine
6. Danemark	36. Belgique	93. Maroc
12. Allemagne	41. Pologne	117. Rwanda
13. Canada	50. Hongrie	144. Russie
20. Grèce	51. Brésil	148. Chine
23. France	54. Argentine	153. Iran
24. Espagne	82. Tunisie	160. Congo (RDC)
25. Chili	90. Mexique	167. Afghanistan

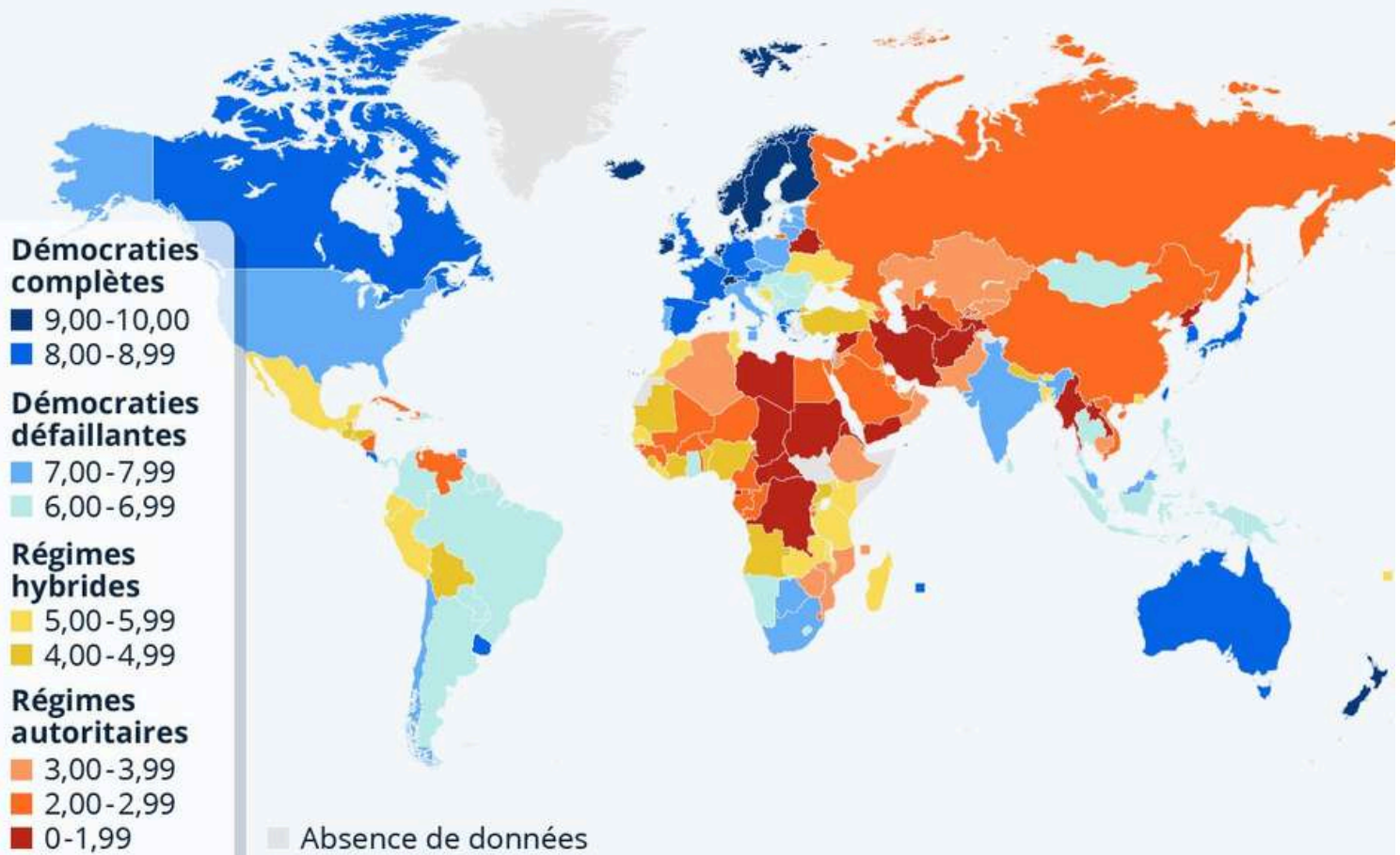




Annexe 2C | Carte du monde

La démocratie dans le monde

Pays et territoires classés selon l'indice de démocratie en 2023*



* Sur la base de l'évaluation de 60 indicateurs regroupés en 5 catégories : processus électoral et pluralisme, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation et culture politique.

Source : The Economist Intelligence Unit



statista





Annexe 2D | 14 principes fondamentaux de la démocratie

selon Liberties.eu

1. Participation des citoyens

« Dans les démocraties directes, cela peut signifier que les citoyens votent directement les lois qu'ils doivent respecter. Dans la démocratie représentative, cela signifie que les citoyens choisissent les personnes qui les représentent et qu'ils ont la possibilité d'exprimer librement leurs opinions et leurs souhaits. Dans les deux cas, la participation des citoyens est le fondement de la démocratie.

La participation ne consiste pas seulement à voter le jour des élections, bien que ce soit certainement sa forme la plus notable. Mais les débats publics, les assemblées municipales et les manifestations pacifiques, entre autres, sont des formes tout aussi importantes de participation. Elles contribuent à informer les gens lorsque vient le moment de choisir un bulletin de vote. Les groupes/organisations de citoyens et la société civile font en sorte que les gens aient la possibilité de faire tout cela et doivent être ainsi soutenus pour garantir une participation maximale. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

2. Égalité

« Dans une démocratie, il est non seulement important mais indispensable que toutes les personnes soient traitées de manière égale. Cela signifie qu'elles ne font pas l'objet de discriminations en raison de leur origine ethnique, de leur religion, de leur sexe ou de leur orientation sexuelle. Cela signifie également que les personnes ont un accès égal au libre exercice de leurs droits - par exemple, un accès égal au vote. Et quand vient le moment de voter, cela signifie que chaque voix compte de la même manière - votre voix a autant de valeur et compte autant que celle de la personne la plus riche ou la plus puissante de votre pays. C'est l'élément le plus fondamental de l'égalité dans une démocratie. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie** selon Liberties.eu

3. Responsabilité

« Les hommes et femmes politiques sont responsables devant le peuple, doivent agir conformément à sa volonté et ont le devoir de ne pas abuser de leur pouvoir pour s'enrichir et enrichir leurs proches. Lorsque des gouvernements autoritaires prennent le contrôle des journaux et des chaînes d'information, lorsqu'ils entravent et intimident les organisations de la société civile, il devient trop facile de dissimuler la corruption et les abus de pouvoir au public. Il devient plus difficile pour le peuple de demander au gouvernement de rendre des comptes le jour des élections. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

4. Transparence

« Afin de faire des choix éclairés lors des élections, les électeurs doivent connaître les résultats des politiques mises en place. Ils doivent savoir si leur gouvernement prend de bonnes décisions ou si ses politiques ne fonctionnent pas, s'il respecte les règles ou s'il pille les fonds publics. La transparence signifie que **les actions du gouvernement sont claires pour le peuple, tout comme leurs résultats et leurs implications. Les informations du gouvernement devraient, à quelques exceptions près, être mises à la disposition du public sur demande.** Les journalistes comme les citoyens devraient pouvoir poser des questions à leurs représentants politiques, et les organisations qui œuvrent pour renforcer la transparence devraient pouvoir fonctionner et travailler librement. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

5. Tolérance politique

« Bien que la règle de la majorité soit au cœur de la démocratie, cela ne signifie pas que la minorité doit être oubliée. Dans une véritable démocratie, les droits de tous les citoyens sont égaux et doivent être respectés, quelle que soit la personne qui occupe le pouvoir. Et même si leurs opinions n'ont pas été retenues le jour de l'élection, ils ont toujours le droit de continuer à partager ces opinions avec les autres citoyens et le gouvernement. Cela est sain, voire nécessaire. La démocratie se nourrit de l'ouverture et de la richesse de la pensée : en supprimant les droits et les libertés de la minorité, la majorité ne progresse pas. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

6. Système multipartite

« Les citoyens doivent avoir le choix le jour des élections. Cela signifie qu'une pluralité de partis politiques sont en mesure de participer librement à une campagne électorale et de représenter une option pour le peuple. Et lorsque les partis d'opposition gagnent, il y a un transfert de pouvoir et un nouveau débat public sur la manière de faire avancer le pays. S'il n'y a qu'un seul parti, il s'agit très probablement d'une dictature, bien que certains pays aient réussi à développer des systèmes démocratiques sous le règne d'un parti unique. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

7. Contrôle des abus de pouvoir

« La démocratie ne peut survivre que si tout le monde y adhère - les citoyens par leur adhésion le jour du vote, et à tout autre moment de l'année, et les politiciens en respectant les règles et en travaillant pour améliorer la vie de chacun. Des abus de pouvoir se produisent lorsqu'un gouvernement décide qu'il est au-dessus de la loi, lorsque les représentants politiques pensent que les règles ne sont pas les mêmes pour eux, ou lorsque l'argent public est versé sur les comptes de dirigeants corrompus et de leurs amis.

Il existe des moyens de protéger la démocratie de tels abus, mais il n'y a aucun moyen de la protéger complètement. La répartition des pouvoirs entre les différentes branches du gouvernement permet de les obliger à rendre des comptes, par exemple. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

8. Liberté économique

« Dans une démocratie, une personne doit pouvoir décider de ce qu'elle veut faire de sa vie. Tant qu'elle respecte les règles, ce n'est pas au gouvernement de lui dire ce qu'elle doit étudier, quel emploi elle doit choisir ou ce qu'elle doit cultiver. La liberté économique est importante pour développer des communautés et des économies nationales fortes. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

9. Déclaration des droits

« Une autre façon de protéger le peuple contre les abus de pouvoir du gouvernement est d'adopter une déclaration des droits. Il s'agit d'une **liste des droits et des libertés dont jouissent les gens, comme la liberté d'expression et la liberté de réunion**. En tant que déclaration, le document fait partie du droit, et **de nombreux pays l'ont intégré dans leur constitution**. Ainsi, lorsqu'une personne pense que son gouvernement porte atteinte à ses droits, elle peut se tourner vers les tribunaux pour obtenir de l'aide. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

10. Droits humains

« Un grand nombre des droits protégés par une déclaration des droits sont ce que l'on appelle les droits humains ou droits de l'Homme. Ce sont **des droits dont les citoyens sont censés disposer quel que soit le pays dans lequel ils vivent**, mais la démocratie en particulier est censée protéger et promouvoir ces droits. Les droits humains tels que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de réunion sont également des pierres angulaires de la démocratie et permettent en fait son bon fonctionnement. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

11. Élections libres et équitables

« Le changement doit être considéré comme une caractéristique naturelle et saine de la démocratie. Étant donné que le gouvernement existe pour servir le peuple et que l'opinion publique change constamment sur toutes sortes de questions, **il est tout à fait naturel que les élections produisent des résultats différents à différents moments.** Il est donc essentiel que ces élections se déroulent librement et équitablement. Cela signifie que les gens reçoivent des informations correctes et précises avant de voter, et qu'ils sont libres d'en discuter et d'en débattre. Cela signifie également que le jour des élections, les gens ont un accès égal aux bureaux de vote, que **le vote de chacun a la même valeur** et **que tous les votes sont comptabilisés.** De plus, les élections ne doivent pas être organisées de manière irrégulière ou être convoquées quand cela arrange le gouvernement. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

12. Indépendance de la justice

« Même dans une démocratie qui fonctionne parfaitement, des conflits peuvent survenir. Dans ces situations, il est important que les deux parties aient un accès égal à un organe indépendant qui peut résoudre le conflit. Dans les démocraties, il s'agit du système judiciaire. **Les juges sont un peu comme des arbitres - ils constituent un organe indépendant qui est censé appliquer les règles de la même manière pour tout le monde.** Un match de football serait un simulacre si l'arbitre était choisi par l'une des équipes. La démocratie est tout aussi bancal lorsque le gouvernement remplit les tribunaux de ses amis ou ne tient pas compte des décisions judiciaires. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

selon Liberties.eu

13. Acceptation des résultats des élections

« Lorsque les élections ne vont pas dans le sens de celles et ceux qui sont au pouvoir, ils doivent les accepter et se retirer. **Le transfert pacifique du pouvoir définit le processus démocratique.** Les perdants des élections doivent accepter leur défaite. Bien qu'ils puissent et doivent continuer à partager ouvertement leurs idées et à participer au débat public, ils doivent accepter que leurs positions ne bénéficient pas pour l'instant du soutien de la majorité. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





Annexe 2D | **14 principes fondamentaux de la démocratie**

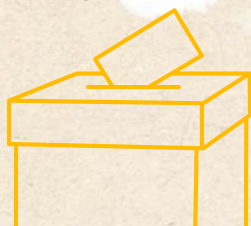
selon Liberties.eu

14. État de droit

« Les sociétés démocratiques fonctionnent sur la base de l'État de droit. Les lois d'une nation s'appliquent de la même manière à tou·te·s. **Tout le monde, en particulier le gouvernement, doit respecter les règles du jeu.** Cela implique que les droits et libertés et les processus démocratiques décrits ci-dessus sont respectés et entretenus. Cela implique également que les lois sont appliquées de manière équitable et cohérente, et qu'il **existe un organe indépendant, comme les tribunaux,** pour régler les différends et conflits qui surviennent. »

Source : Jonathan Day,
« La démocratie en 14 principes fondamentaux »,
Liberties.eu, 12 avril 2022.





[Animation 3]

Les partis, la gauche, la droite...



Objectifs

- Se confronter à la **confusion** de l'offre politique des partis
- Se familiariser avec les principaux **partis** en Belgique
- Comprendre et mettre en débat les **fondamentaux** de la droite, de la gauche, du centre et des extrêmes

Nombre de participant.e.s

Minimum **5-6**, maximum **20**

Durée

1h30 à 2h30, selon la durée des échanges



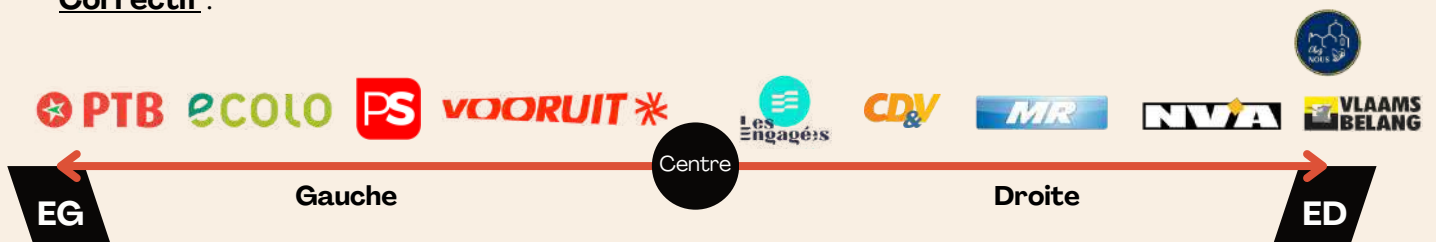


Étape 1 | Les logos de gauche à droite

15'

- On distribue au groupe les **logos de 10 partis** politiques en Belgique ([Annexe 3A](#)), et on demande aux participants de les **ranger**, de l'extrême gauche à l'extrême droite, sur une **ligne** qui traverse toute la pièce.
- Cette étape peut déjà prendre un peu de temps, car il faut parvenir à un **consensus** dans la mesure du possible. L'animateur peut aider à trancher si nécessaire, en précisant que cela pourra évoluer au fil de l'animation.
- Il est important de laisser déjà quelques **débats** se dérouler à ce stade, à partir des souvenirs et des opinions en présence.

Correctif :



Étape 2 | Les morceaux de programme

45'

- On distribue à chacun un petit **extrait de programme** ou d'affirmation ([Annexe 3B](#)) (tirés des sites Internet des partis, en 2023). Les participant.e-s doivent aller **se placer près du logo** du parti dont ils pensent que cet extrait provient. Ils peuvent échanger avec les personnes qui se placent au même endroit, ou demander conseil à d'autres.
- Quand tout le monde est placé, **on vérifie ensemble** si les extraits sont bien positionnés. Chacun à son tour, les participant.e-s lisent leur extrait et expliquent pourquoi ils l'ont associé à tel ou tel parti. L'animateur dit si c'est correct ou pas ([Correctif Annexe 3C](#)). Si ce n'est pas correct, il ne donne pas la bonne réponse, ce qui laisse la possibilité de se repositionner en fonction de l'évolution des corrections.
- **Discussions et échanges.**
- **Débriefing :** qu'est-ce que ce petit exercice révèle de la communication des partis politiques ? (*Il est difficile d'y voir clair, il y a de la confusion parce que les partis cherchent à masquer certains positionnements ou à attirer des franges d'électeurs, etc.*)

NB : S'il y a peu de participants, n'utiliser que les extraits de 4 ou 5 partis. (Dans l'idéal, l'animateur doit distribuer au moins deux extraits par parti. Distribuer en priorité les extraits en gras.)



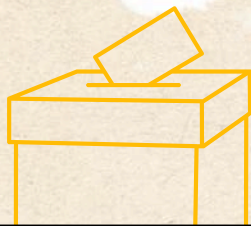


Étape 3 | **Le tableau droite/gauche**

30'

- L'animateur introduit cette dernière étape : malgré la confusion et ce que racontent les programmes des partis, cela ne signifie pas que les repères droite-gauche n'existent plus. Ce n'est peut-être plus aussi clair qu'autrefois, mais on peut quand même se rappeler ensemble les grands **fondamentaux** idéologiques.
- L'exercice consiste à remplir ensemble un **tableau** vierge ([Annexe 3D](#)), à placer les différents éléments ([Annexe 3E - tableau inspiré d'un article du politologue Vincent De Coorebyter - ou Annexe 3F](#)) dans la bonne colonne.
- On peut **clôturer** la séance en se demandant si certains extraits de l'étape précédente étaient en contradiction avec des éléments de ce tableau.





[Animation 3]

Les partis, la gauche, la droite...



Annexes

- [Annexe 3A](#) | **Les logos des partis**
- [Annexe 3B](#) | **Extraits de programme ou d'affirmation des partis** à découper
- [Annexe 3C](#) | **Correctif des extraits de programme ou d'affirmation des partis**
- [Annexe 3D](#) | **Tableau vierge**
- [Annexe 3E](#) | **Phrases concepts** à découper
- [Annexe 3F](#) | **Phrases plus concrètes** à découper





Annexe 3A | **Les logos des partis**





Annexe 3A | **Les logos des partis**

VOORUIT 





Annexe 3A | **Les logos des partis**





Annexe 3A | **Les logos des partis**





Annexe 3A | **Les logos des partis**





Annexe 3A | **Les logos des partis**





Annexe 3A | **Les logos des partis**

ecolo





Annexe 3A | **Les logos des partis**

CDV
&





Annexe 3A | **Les logos des partis**





Annexe 3A | **Les logos des partis**



**Les
Engagés**





Annexe 3B | **Extraits** **de programme ou d'affirmation** **des partis**



Avec le soutien de la banque d'investissement pour le climat, nous stimulons le développement d'une pétrochimie circulaire par laquelle le CO2 produit par l'industrie est capté et transformé avec l'aide de l'hydrogène en matières premières nécessaires dans la pétrochimie.



Pour faire baisser les loyers, nous mettons en place une grille contraignante des loyers au niveau régional qui se base sur le revenu médian et sur la qualité du logement (nombre de chambres, chauffage, superficie, salubrité...).



Nous encourageons la coopération au niveau international, sous l'égide de l'ONU, combinant les réponses d'urgence, la répartition des réfugiés, le soutien aux pays d'accueil et l'anticipation des exils climatiques à venir dans le respect des droits humains.



Nous créons un service public d'accompagnement des entrepreneurs indépendants et des petites entreprises, pour lever les freins juridiques, commerciaux et administratifs rencontrés par leurs projets. Il sera accessible à toute personne souhaitant créer ou reprendre une petite entreprise.





Annexe 3B | Extraits de programme ou d'affirmation des partis



Nous engageons un travail de mémoire et de reconnaissance avec les anciennes colonies à travers la mise en place d'une commission scientifique mixte (belge et africaine) et créons un musée de l'histoire des migrations en Belgique.



Nous systématisons l'approche « *Housing first* » et soutenons les projets innovants (ex : habitats légers qualitatifs) pour lutter contre le sans-abrisme et les expulsions sans relogement. Nous rendons effectif le revenu d'intégration de rue.



Nous simplifions le statut des entrepreneurs en garantissant leur couverture sociale et supprimons la période de carence pour les travailleurs indépendants afin qu'ils n'attendent plus 14 jours avant d'être indemnisés en cas de maladie, comme c'est le cas pour les salariés.



Nous bâtissons une Alliance Emploi Environnement « *énergies renouvelables* » faisant des citoyens, des entreprises et des associations les partenaires privilégiés afin de soutenir le développement accéléré des énergies renouvelables (en excluant le recours à l'importation d'huile de soja ou de palme pour les agrocarburants) et la création d'emplois verts qui y sont liés.





Annexe 3B | Extraits de programme ou d'affirmation des partis



Nous plaillons pour une réforme du régime fiscal belge, afin d'imposer plus équitablement le patrimoine et les revenus du capital. La redistribution des richesses est en effet une condition indispensable au recul des injustices et des inégalités.



Nous faisons de la gratuité scolaire complète un combat permanent. Nous mettons en place une régulation renforcée du coût des voyages scolaires et la gratuité des fournitures en primaire. Nous réduisons progressivement le coût des garderies du midi et du soir. Parvenir à la gratuité scolaire permet de lutter contre la pauvreté et participe à l'émancipation sociale de chacun.



Nous voulons définir et affirmer le caractère illégal de l'obsolescence programmée tel que « *un ensemble de techniques par lesquelles un fabricant réduit délibérément la durée de vie d'un produit, sans avantage pour l'utilisateur, pour en augmenter le taux de remplacement* ».



Nous avons ouvert une réflexion sur la gratuité progressive des transports publics (STIB, SNCB et TEC). Cette gratuité permettra de combiner deux objectifs fondamentaux : la réduction des gaz à effet de serre et le droit pour chaque citoyen de se déplacer.





Annexe 3B | Extraits de programme ou d'affirmation des partis



Nous souhaitons une activité agricole durable et respectueuse du cadre de vie. Cela ne peut se construire que si les produits qui en découlent répondent aux attentes fortes des consommateurs, en termes de qualité, de sécurité alimentaire, d'impact environnemental et de bien-être animal.



Nous travaillons à apporter de nouvelles formes de financement au secteur artistique et culturel et à rapprocher de manière proactive l'art et la culture de l'ensemble des citoyens, et en particulier des plus précaires. Quand elles sont nécessaires, les aides publiques ne doivent jamais être l'occasion ni d'accorder des « *passé-droits* » ni d'orienter politiquement le travail d'un artiste ou d'un opérateur culturel.



Assumée, contrôlée et correctement gérée, la migration peut constituer un apport positif à notre société, tant au point de vue du développement économique que sur le plan culturel et humain. Pour conserver la confiance de la population, la politique d'asile et d'immigration doit garantir l'exécution et le contrôle des règles en vigueur tout en luttant contre l'immigration illégale et en sanctionnant tous les abus en la matière.





Annexe 3B | **Extraits** **de programme ou d'affirmation** **des partis**



La riposte contre le terrorisme doit se fonder sur le renforcement du travail des services de renseignements afin que les informations récoltées permettent au maximum d'empêcher qu'un attentat se produise. Cela ne peut se faire que par le travail mené par les forces de l'ordre. Mais aussi, plus en amont, sur la scène internationale par la pacification progressive des zones de conflits et la coopération au développement.



Nous conditionnons l'octroi de la nationalité à la connaissance d'une des langues nationales, à dix ans de résidence et de travail sur le territoire et à un test de connaissance de notre histoire, nos traditions et notre culture. Nous supprimons Myria (qui devient un service de l'Office des étrangers) et supprimons le Centre pour l'égalité des chances (UNIA) afin d'allouer son budget aux associations défendant les anciens combattants.



Nous instaurons une taxe pour les géants du numérique qui ne paient aucun impôt tout en inondant notre marché. Nous supprimons les droits de succession sur l'habitation familiale et le précompte immobilier sur l'habitation propre. Nous diminuons drastiquement la fiscalité automobile individuelle en prenant néanmoins en compte l'impact environnemental du véhicule.





Annexe 3B | **Extraits** **de programme ou d'affirmation** **des partis**



Nous contraignons la grande distribution à acheter des produits à nos agriculteurs à un prix raisonnable. Nous contraignons la grande distribution à réserver une partie de leur rayonnage aux producteurs locaux. Nous luttons contre le gaspillage alimentaire dans la grande distribution.



Nous instaurons un référendum d'initiative citoyenne dont les résultats seraient contraignants. Nous rendons inéligibles à vie les mandataires publics ayant fauté dans l'exercice de leur mandat.



Nous augmentons les pensions minimales. Quiconque a travaillé dur toute sa vie mérite une pension décente. C'est pourquoi nous nous sommes battus pour une retraite minimale de plus de 1 500 euros nets par mois.



Nous créons 5 000 emplois supplémentaires dans le secteur de la santé et augmentons les salaires pour les travailleurs de la santé. De nombreux prestataires de soins de santé ont dépassé leur limite pendant la crise corona, et le font encore aujourd'hui. Investir dans nos soins de santé, c'est donc investir dans chacun de nous.





Annexe 3B | **Extraits** **de programme ou d'affirmation** **des partis**



Nous investissons dans une police de proximité. L'agent de police communautaire de votre quartier mérite plus d'appréciation pour ce qu'il fait : assurer la sécurité de votre quartier. Davantage de policiers communautaires doivent être déployés : à pied ou à vélo, afin qu'ils puissent également être approchés facilement.



Le problème des embouteillages ne peut être résolu par les seuls transports en commun classiques. Il y a encore plus d'options, notamment la prise en charge du télétravail. Nous voulons faire du télétravail un droit. Si la nature du travail le permet, tous les salariés devraient avoir le droit de travailler à domicile pendant au moins un ou deux jours.



Nous voulons lever les barrières lorsque les salariés veulent opérer une transition d'un emploi d'un secteur vers un emploi d'un autre secteur et mieux harmoniser les différents statuts. De plus, il doit toujours s'appliquer que ceux qui font un travail égal doivent avoir des droits égaux et cela ne doit pas dépendre du fait que vous travailliez dans le secteur privé ou pour le gouvernement.





Annexe 3B | **Extraits** **de programme ou d'affirmation** **des partis**



Les prestations ne devraient jamais augmenter plus vite que les salaires afin qu'il soit financièrement plus intéressant de travailler que de rester au chômage. Nous voulons un lien direct entre l'augmentation des prestations et l'augmentation des salaires afin que l'enveloppe sociale ou d'autres formes d'augmentation des prestations n'entraînent pas une augmentation des prestations plus rapide que les salaires.



Nous voulons une répartition plus équitable des fonds communaux au profit du monde rural. Le gouvernement soutient nos villes et communes avec le fonds communal. Le Fonds communal est donc l'une des sources de revenus les plus importantes pour les collectivités locales et doit aider les communes, entre autres, à offrir des services de qualité aux citoyens. Cependant, le fonds communal n'est pas réparti équitablement, les écarts entre les communes sont trop importants. Les grandes villes reçoivent une somme d'argent disproportionnée, et les villages trop peu.





Annexe 3B | **Extraits** **de programme ou d'affirmation** **des partis**



Nous voulons que les gens restent au travail plus longtemps, mais nous voulons aussi que le bien-être des gens passe avant tout. Toujours travailler à temps plein en fin de carrière n'est pas un scénario idéal pour tout le monde. Nous voulons donc donner aux gens plus de liberté de choix en fin de carrière pour que leur travail reste supportable. Pour y parvenir, nous optons pour une retraite à temps partiel.



Nous défendons un système de sécurité sociale solide et un filet de sécurité sociale solide. Pour notre parti, cependant, il est clair que l'immigration de masse actuelle sape notre sécurité sociale. Lorsque, comme aujourd'hui, trop d'immigrés dépendent d'une sécurité sociale à laquelle ils n'ont jamais contribué, le système devient inabordable, les listes d'attente s'allongent et les gens sont abandonnés. Afin de pouvoir garantir à nouveau des services sociaux solides, une politique d'immigration restrictive est donc nécessaire.



Nous souhaitons que la charge fiscale soit réduite et que les règles bureaucratiques soient abolies afin d'encourager à nouveau l'esprit d'entreprise et le travail. Nos entreprises doivent également être protégées de la concurrence étrangère déloyale par des droits d'importation qui imposent des coûts environnementaux et sociaux élevés dans ce pays.





Annexe 3B | **Extraits** **de programme ou d'affirmation** **des partis**



Les demandeurs d'asile doivent être hébergés dans la région du pays d'origine, pas ici. Les règles relatives au regroupement familial et à la migration par mariage doivent être considérablement renforcées. Les personnes d'autres milieux doivent s'adapter à notre société dans la vie publique et non l'inverse. Les immigrés qui veulent bénéficier de notre sécurité sociale doivent d'abord y avoir contribué.



Notre parti voit un réel avantage à une coopération européenne forte : un petit pays exportateur comme le nôtre a intérêt à un espace économique européen et nos intérêts sont mieux et plus vigoureusement défendus collectivement au niveau mondial. L'UE dans sa forme actuelle n'est pas un projet européen sain et positif, mais plutôt un obstacle à celui-ci.



Dans un premier temps, nous nous attachons à rendre le gouvernement plus efficace en supprimant les structures et les conseils consultatifs inutiles, en réduisant les subsides et en économisant sur le gigantesque appareil politique. À long terme, nous réintroduisons la règle d'or des finances publiques : les dépenses courantes sont couvertes par les recettes courantes. Les dettes ne sont contractées que pour les investissements.





Annexe 3B | **Extraits** **de programme ou d'affirmation** **des partis**



Nous supprimons des statuts qui n'existent pratiquement nulle part ailleurs dans le monde, qui coûtent cher et qui récompensent l'inactivité : l'allocation d'insertion, le statut des artistes, la prime qu'un chômeur de longue durée reçoit s'il commence à travailler dans une profession en pénurie, etc. Nous limitons immédiatement les allocations de chômage dans le temps et nous supprimons progressivement les régimes de préretraite tels que le RCC (ce qu'on appelait avant la prépension).



Nous nous engageons pleinement à poursuivre le développement de l'énergie nucléaire, qui reste un élément essentiel de notre futur bouquet énergétique. Nous prolongeons au maximum la durée de vie de nos centrales nucléaires existantes et investissons dans le développement de réacteurs de nouvelle génération tels que les SMR.



Pour que nos entreprises redeviennent compétitives, nous voulons réduire les accises sur l'électricité au minimum européen pour les entreprises.



Nous voulons changer les règles sur les héritages. Quand quelqu'un meurt, sa famille reçoit l'argent de cette personne. Ça s'appelle l'héritage. Mais la famille doit donner une partie de cet argent à la Belgique. Nous voulons demander aux familles de donner moins d'argent à la Belgique.





Annexe 3B | Extraits de programme ou d'affirmation des partis



En ce qui concerne la promotion de la santé, nous proposons de :

- Refédéraliser la santé ou à défaut de mettre en œuvre un mécanisme assurant une plus grande cohérence des compétences entre les entités. Nous devons surtout réduire le nombre de ministres en charge de la compétence de la santé.
- Doubler la part allouée à la promotion de la santé et prévention dans le PIB, ce qui permettra une meilleure qualité de vie, un retour sur investissement, des économies en soins de santé.



Nous voulons d'abord organiser une Convention citoyenne pour le climat et la biodiversité afin de nouer un Pacte citoyen pour la Transition climatique et la biodiversité.








Nous voulons établir un Pacte Démocratie-Média entre l'ensemble des niveaux de pouvoir et l'ensemble des acteurs de la Presse et des médias qui permettra d'acter juridiquement la notion de « *Service démocratique d'intérêt général* » des médias d'information.

















Annexe 3C | **Correctif des extraits de programme ou d'affirmation des partis**

Avec le soutien de la banque d'investissement pour le climat, nous stimulons le développement d'une pétrochimie circulaire par laquelle ...	
Pour faire baisser les loyers, nous mettons en place une grille contraignante des loyers au niveau régional qui se base sur le revenu médian et ...	
Nous encourageons la coopération au niveau international, sous l'égide de l'ONU, combinant les réponses d'urgence, la répartition des réfugiés, ...	
Nous créons un service public d'accompagnement des entrepreneurs indépendants et des petites entreprises, pour ...	
Nous engageons un travail de mémoire et de reconnaissance avec les anciennes colonies à travers la mise en place d'une commission scientifique mixte ...	
Nous systématisons l'approche « Housing first » et soutenons les projets innovants (ex : habitats légers qualitatifs) pour lutter contre le sans-abrisme et ...	
Nous simplifions le statut des entrepreneurs en garantissant leur couverture sociale et supprimons la période de carence pour ...	
Nous bâtissons une Alliance Emploi Environnement « énergies renouvelables » faisant des citoyens, des entreprises et des associations les ...	
Nous plaillons pour une réforme du régime fiscal belge, afin d'imposer plus équitablement le patrimoine et ...	
Nous faisons de la gratuité scolaire complète un combat permanent. Nous mettons en place une régulation renforcée du coût des voyages scolaires et ...	
Nous voulons définir et affirmer le caractère illégal de l'obsolescence programmée tel que « un ensemble de techniques par lesquelles ...	
Nous avons ouvert une réflexion sur la gratuité progressive des transports publics (STIB, SNCB et TEC). Cette gratuité permettra de ...	





Annexe 3C | **Correctif des extraits de programme ou d'affirmation des partis**

Nous souhaitons une activité agricole durable et respectueuse du cadre de vie. Cela ne peut se construire que si ...	
Nous travaillons à apporter de nouvelles formes de financement au secteur artistique et culturel et à rapprocher de manière proactive ...	
Assumée, contrôlée et correctement gérée, la migration peut constituer un apport positif à notre société, tant au point de vue du ...	
La riposte contre le terrorisme doit se fonder sur le renforcement du travail des services de renseignements afin que les ...	
Nous conditionnons l'octroi de la nationalité à la connaissance d'une des langues nationales, à dix ans de résidence et de travail sur le territoire et à ...	
Nous instaurons une taxe pour les géants du numérique qui ne paient aucun impôt tout en inondant notre marché. Nous supprimons les ...	
Nous contraignons la grande distribution à acheter des produits à nos agriculteurs à un prix raisonnable. Nous contraignons la grande distribution à réserver ...	
Nous instaurons un référendum d'initiative citoyenne dont les résultats seraient contraignants. Nous rendons inéligibles à vie les ...	
Nous augmentons les pensions minimales. Quiconque a travaillé dur toute sa vie mérite une pension décente. C'est pourquoi nous	
Nous créons 5 000 emplois supplémentaires dans le secteur de la santé et augmentons les salaires pour les travailleurs de la santé...	
Nous investissons dans une police de proximité. L'agent de police communautaire de votre quartier mérite plus d'appréciation pour ...	
Le problème des embouteillages ne peut être résolu par les seuls transports en commun classiques. Il y a encore plus d'options, notamment ...	





Annexe 3C | **Correctif des extraits de programme ou d'affirmation des partis**

Nous voulons lever les barrières lorsque les salariés veulent opérer une transition d'un emploi d'un secteur vers un emploi d'un autre secteur et mieux ...	
Les prestations ne devraient jamais augmenter plus vite que les salaires afin qu'il soit financièrement plus intéressant de ...	
Nous voulons une répartition plus équitable des fonds communaux au profit du monde rural. Le gouvernement soutient nos villes et communes avec ...	
Nous voulons que les gens restent au travail plus longtemps, mais nous voulons aussi que le bien-être des gens passe avant tout...	
Nous défendons un système de sécurité sociale solide et un filet de sécurité sociale solide. Pour notre parti, cependant, il est clair que ...	
Nous souhaitons que la charge fiscale soit réduite et que les règles bureaucratiques soient abolies afin d'encourager à nouveau ...	
Les demandeurs d'asile doivent être hébergés dans la région du pays d'origine, pas ici. Les règles relatives au regroupement familial et à la migration par mariage doivent ...	
Notre parti voit un réel avantage à une coopération européenne forte : un petit pays exportateur comme le nôtre a intérêt à ...	
Dans un premier temps, nous nous attachons à rendre le gouvernement plus efficace en supprimant les structures et les conseils consultatifs inutiles, ...	
Nous supprimons des statuts qui n'existent pratiquement nulle part ailleurs dans le monde, qui coûtent cher et qui récompensent l'inactivité : l'allocation d'insertion, le ...	
Nous nous engageons pleinement à poursuivre le développement de l'énergie nucléaire, qui reste un élément essentiel de ...	
Pour que nos entreprises redeviennent compétitives, nous voulons réduire les accises sur l'électricité au minimum européen pour ...	





Annexe 3C | **Correctif des extraits de programme ou d'affirmation des partis**

Nous voulons changer les règles sur les héritages. Quand quelqu'un meurt, sa famille reçoit l'argent de cette personne. Ça s'appelle ...	
En ce qui concerne la promotion de la santé, nous proposons de : - Refédéraliser la santé ou à défaut de ...	
Nous voulons d'abord organiser une Convention citoyenne pour le climat et la biodiversité afin de nouer un Pacte citoyen pour ...	
Nous voulons établir un Pacte Démocratie-Média entre l'ensemble des niveaux de pouvoir et ...	





Annexe 3D | **Tableau vierge**

								GAUCHE
								DROITE





Ce tableau est inspiré d'un article du politologue Vincent De Coorebyter ¹

¹ De Coorebyter V., « La droite (et la gauche) », dans *Le Soir*, 5 janvier 2010

Annexe 3E | Phrases concepts

GAUCHE		DROITE	
Solidarité, collaboration	Mérite, compétition		
Progressisme, émancipation	Tradition, patrimoine		
Égalité des droits, égalité sociale et économique	Égalité des chances, inégalité des efforts et des mérites		
Régulation de l'économie, redistribution, sécurité sociale	Libre concurrence, initiative privée, loi de l'offre et de la demande		
État-providence : l'État doit redistribuer et fournir des services collectifs	État régalien : l'État doit assurer la sécurité (militaire et policière)		
La responsabilité est collective	La responsabilité est individuelle		
« À chacun selon ses droits et sa situation »	« À chacun selon ses mérites et ses actes »		
Éducation, prévention	Répression, sévérité		



Annexe 3F | Phrases plus concrètes

GAUCHE	DROITE
Plus on gagne de l'argent, plus on contribue aux impôts, c'est tout à fait normal !	Les gens qui sont riches méritent de l'être, ils ont travaillé pour en arriver là.
Dans la vie, il est important de découvrir par soi-même ses propres valeurs. Nos traditions nous enferment, nous devons les interroger et les faire évoluer.	Nous vivons dans une société avec certaines valeurs et il faut les respecter.
Il est normal que l'Etat aide les personnes les plus pauvres.	Chacun doit se débrouiller pour gagner sa vie. Ceux qui n'y parviennent pas doivent être poussés à le faire.
L'Etat doit intervenir dans le secteur de l'économie pour corriger les injustices. Certains biens ne peuvent pas être considérés comme de simples marchandises : l'eau, l'énergie, le logement...	L'économie fonctionne bien toute seule, la loi de l'offre et la demande est toujours valable. Tout peut se vendre et s'acheter : le commerce adoucit les mœurs. L'eau ou l'énergie ne sont pas gratuites, il est normal de devoir les payer.
L'Etat a un rôle des protections des plus fragiles : allocations pour les personnes malades, handicapées, les pensionnés, les chômeurs. Il faut accompagner et protéger les personnes en situation de fragilité.	La mission la plus importante de l'Etat est d'assurer la sécurité, la justice et la défense du pays (les forces armées).
Pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut changer les structures de la société (moins de transport individuel, types de logements, production de l'énergie, etc.)	Pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut compter sur la volonté individuelle des personnes.
La prison n'a pas pour objectif de punir mais de protéger la société et de faire en sorte que les individus puissent changer pour se réinsérer dans la société par la suite.	Pour qu'une société soit paisible, les personnes ayant un comportement inadapté doivent être punis, mis à l'écart.



SE SITUER POLITIQUEMENT

« De toute façon, ce sont toujours les mêmes qu'on voit au gouvernement... », « On ne vit plus en démocratie... », « Ils promettent mais ils ne font rien... » : la méfiance des citoyennes et des citoyens envers les représentants politiques et le fonctionnement des institutions de la démocratie ne cesse d'augmenter d'une élection à l'autre. Pourtant, le désir de démocratie semble plus fort que jamais. C'est au nom de la démocratie que les critiques se multiplient.

Dans le même temps, l'échiquier politique semble moins clair qu'autrefois. Certains ont pu affirmer que la gauche et la droite étaient des concepts périmés. Les partis, au gré d'enjeux nouveaux, se repositionnent, simplifient ou complexifient leurs discours, empruntent des éléments au programme de leurs adversaires. Des nouveaux partis apparaissent. Tout cela crée un climat de confusion.

Ce cahier propose trois animations dont l'objectif est d'aider à mieux se situer par rapport à ces évolutions politiques. Elles peuvent être réalisées successivement ou indépendamment, et modulées selon les publics à rencontrer.

Animation 1

Voter, et après ?



Donner son point de vue sur les élections et le système politique de notre pays, se souvenir de différentes décisions prises à différents niveaux de pouvoir.

Animation 2

Démocratie... ça veut dire quoi ?



Quel pays est plus démocratique qu'un autre ? Pourquoi ? Les critères de démocratie.

Animation 3

Les partis, la gauche, la droite...



Se repérer dans la confusion des idées, se familiariser aux principaux partis belges et comprendre les fondamentaux de l'axe droite-gauche.

Chaque animation est accompagnée d'annexes et de toutes les références nécessaires. Ce cahier comprend aussi un numéro de la revue Contrastes, publié à l'occasion des élections de 2024 en Belgique, en guise d'éclairages complémentaires.

Équipes Populaires

ÉR : Charlotte Renouprez
Rue du Lombard 8/2 - 5000 Namur
secretariat@equipespopulaires.be
081/73.40.86 www.equipespopulaires.be
Dépôt légal D/2024/5622/1
Achevé d'imprimer en 2024